

**Annexe 1 : Liste des pièces à fournir.**

| **Pièces** | **Type de demandeur concerné /****type de projet concerné** | **Pièce jointe** | **Pièce déjà fournie au service instructeur** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pièces relatives au porteur** |
| **Pour le chef de file (ou porteur unique)** |
| Exemplaire du formulaire de demande d’aide complété et signé | Tous |  |  |
| Relevé d’identité bancaire (RIB) | Tous |  |  |
| Certificat d’immatriculation indiquant le n° SIRET de moins de 3 mois | Tous |  |  |
| Exemplaire des statuts à jour, datés et signés | Tous sauf maîtrise d’ouvrage publique et personnes physiques |  |  |
| Courrier d’engagement du porteur de projet (**cf. Annexe 2**) valant attestation sur l’honneur du respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables. | Tous |  |  |
| Preuve de la représentation légale (délibération, décision de conseil d’administration…) et pouvoir accordé au signataire par le représentant légal (mandat, pouvoir, délégation de signature…) si nécessaire. | Personne morale (hors GAEC), groupements d’agriculteurs (dont CUMA), associations, fondations, collectivités… |  |  |
| Copie d'une pièce d'identité valide | Toutes personnes physiques et tous les associés des GAEC. Représentant légal pour les autres personnes morales et groupements d’agriculteurs |  |  |
| Extrait K-bis ou Certification d’identification au Répertoire Nationale des entreprises et de leur établissements ou inscription au répertoire des métiers | Toutes formes sociétaires et les CUMA |  |  |
| Liste des membres du bureau et du Conseil d’administration | Fondations et associations |  |  |
| CERFA 12156-05 dûment complété (voir <https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271> ) | Fondations et associations (dont GIEE sous forme associative) |  |  |
| Notification (ou copie de l’arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l’éligibilité si la demande est déposée par le GIEE) | GIEE |  |  |
| Annexe « confirmation du respect des règles de la commande publique » (cf. annexe X) | Structures soumises à la commande publique |  |  |
| **Pour chaque partenaire** |
| Certificat d’immatriculation indiquant le n° SIRET de moins de 3 mois | Tous |  |  |
| Exemplaire des statuts à jour, datés et signés | Tous sauf maîtrise d’ouvrage publique et personnes physiques |  |  |
| Fiche partenaire (**Annexe 3**) valant attestation sur l’honneur du respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables, mandat et attestation de non activité économique | Tous |  |  |
| Preuve de la représentation légale (délibération, décision de conseil d’administration…) et pouvoir accordé au signataire par le représentant légal (mandat, pouvoir, délégation de signature…) si nécessaire | Personne morale (hors GAEC), groupements d’agriculteurs (dont CUMA), associations, fondations, collectivités… |  |  |
| Copie d'une pièce d'identité valide | Toutes personnes physiques et tous les associés des GAEC. Représentant légal pour les autres personnes morales groupements d’agriculteurs |  |  |
| Extrait K-bis ou Certification d’identification au Répertoire Nationale des entreprises et de leur établissements ou inscription au répertoire des métiers | Toutes formes sociétaires et les CUMA |  |  |
| Liste des membres du bureau et du Conseil d’administration | Fondations et associations |  |  |
| CERFA 12156-05 dûment complété (voir <https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271> ) | Fondations et associations (dont GIEE sous forme associative) |  |  |
| Notification (ou copie de l’arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l’éligibilité si la demande est déposée par le GIEE) | GIEE |  |  |
| Annexe « confirmation du respect des règles de la commande publique » (cf. annexe X) | Structures soumises à la commande publique |  |  |
| **Pièces relatives au projet** |
| Plan de financement par partenaire (Annexe 7) | Chef de file |  |  |
| Modèle\_Budget prévisionnel (Annexe 8) |  |  |  |
| Mandat pour la gestion de l’aide et engagement relatif au projet (**cf. annexe 4**) valant convention de partenariat . *A fournir après notification d’attribution de l’aide.*  | Chef de file et les partenaires |  |  |
| **Pièces relatives aux dépenses prévisionnelles et au plan de financement** |
| Attestation de non activité économique (**Annexe 5**) | Chef de file |  |  |
| Déclaration des aides de minimis perçues sur les 3 derniers exercices fiscaux (**cf. annexe 6**) | Chef de file et partenaires, si la subvention constitue une aide d’état et n’entre pas dans le cadre d’un régime d’exemption. |  |  |
| Fiche de poste des personnes affectées au projet ou projet de fiche pour les personnes à recruter | Chef de file et les partenaires |  |  |
| Attestation signée du directeur de la structure justifiant l’affectation d’employés au projet | Chef de file et les partenaires |  |  |
| * Justificatif de la quotité de travail (de tous les partenaires) :
* feuille de synthèse des temps de travail de tous les personnels travaillant directement au projet par partenaire
* justificatif des temps pour les personnes affectés de manière variable au projet : fiches de temps ou des extraits de logiciel de temps signés par le salarié et son supérieur hiérarchique
 | Centralisé par le Chef de file |  |  |
| Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté.Fournir au minimum :- 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 4 000 € HT- 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 4 000 € et 90 000 € HT- 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT | Projets en fonctionnement |  |  |
| **Pièces relatives aux critères de sélection** |
| Toute pièce justifiant que le projet répond à l’un (ou plusieurs) des critères de sélection (attestation de formation des animateurs du projet, courrier d’engagement de partenaires hors consortium, devis prévisionnel d’accompagnement par des structures externes spécialisées...) | Chef de file |  |  |

***ANNEXE 1 : Courrier d’engagement du porteur de projet***

Je soussigné.e, *(Nom, Prénom, Fonction*) ………………………………………………………….

agissant en qualité de : représentant légal ou représentant dûment mandaté[[1]](#footnote-1)

*de (Nom de l’organisme)* ………………………………………………………………………………

sollicite par la présente demande une aide financière sous forme de subvention, pour la réalisation du projet ……………………………………………………………………………………

et atteste que l’organisme susmentionné est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables, ne fait pas l’objet d’une procédure collective (redressement ou liquidation judiciaire) et que les informations ou données portées dans la demande, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d’autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l’approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères.

J’ai bien noté que la demande ne sera examinée que si tous les documents et renseignements demandés sont fournis.

Fait le …………………………….. à …………………………………………………………………..

Signature et cachet de l’organisme :

***ANNEXE 2 : Fiche partenaire***

*Une fiche par partenaire :*

1. 2 bis – Bénéficiaire de la subvention demandée – Partenaires

Chaque partenaire identifié par le porteur complète la fiche 2bis et fourni un mandat Le bénéficiaire de la convention avec la DRAAF :

Nom de l’organisme/dénomination sociale :

Statut de l’organisme :

N° SIRET

Adresse :

Nom-Prénom du représentant légal :

Le cas échéant : personne mandatée pour la demande de subvention :

Nom et coordonnées (mail, téléphone) du chef de projet :

Indiquer si la structure exerce une activité économique sur le marché concernant le même secteur d’activité auquel se rapporte le présent projet *(Oui/Non)* :

**J’atteste que l’organisme susmentionné est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables, et que les informations ou données portées dans la demande, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d’autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l’approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères.**

***Date : Signature du représentant légal :***

***ANNEXE 3 :*** Mandat et engagement relatif au projet **« nom du projet »** dans le cadre de la territorialisation de la stratégie Écophyto 2030

Je soussigné : **« nom du partenaire, représentant légal, dénomination sociale XXX, forme juridique »,**

Demeurant à : **«** **siège social »,**

Participant à la réalisation du projet **« nom du projet »**, en tant que partenaire,

Reconnaît par la présente avoir désigné **« nom du porteur de projet »** comme mandataire, qui accepte d’une part, de me représenter auprès de la DRAAF dans le cadre de la convention portant sur la réalisation du projet **« nom du projet »**, et d’autre part de percevoir de la DRAAF l’ensemble de la subvention et de reverser une quote-part en fonction des modalités techniques et financière jointes en annexes à la convention précitée.

De ce fait, le mandataire **« porteur de projet »** ainsi désigné est chargé :

* d’informer son partenaire **« nom du partenaire »** du contenu de la convention précitée ainsi que de ses avenants éventuels ;
* de représenter **« nom du partenaire »** vis à vis de la DRAAF ;
* de diffuser à **« nom du partenaire »** toutes correspondances de la DRAAF, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné.
* de transmettre à la DRAAF, dans ce même délai, tous documents sous quelque forme que ce soit, émanant de **« nom du partenaire »** et notamment les différents rapports prévus ainsi que l’ensemble des états récapitulatifs certifiés conforme par la personne habilitée à engager **« nom du partenaire »** (chef d’établissement, chef comptable) et des pièces justificatives ;
* de verser à **« nom du partenaire »** la quote-part de la subvention de la DRAAF conformément à la répartition définie d’un commun accord, soit **« montant en € »** selon les modalités prévues à cet effet dans la convention précitée.

De ce fait, le partenaire **« nom du partenaire »** :

* Déclare avoir pris connaissance du montant de l'aide accordée à chaque partenaire pour la réalisation dudit projet ;
* Donne mandat pour agir en son nom et à son compte à **« nom du porteur de projet »**, désigné comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de la DRAAF le soutien financier afférent au projet susvisé ;
* Déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu’il est susceptible de recevoir de la DRAAF par l'intermédiaire de **« nom du porteur de projet »** ;
* S'engage à fournir à **« nom du porteur de projet »** toutes les pièces nécessaires pour justifier de la bonne utilisation de l'aide (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet) ;
* Déclare que le versement de la subvention accordée par la DRAAF est libératoire au profit de **« nom du porteur de projet »** ;
* S'engage à reverser à la DRAAF les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaire de **« nom du porteur de projet »** en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée identique à la convention à intervenir entre la DRAAF et le mandataire.

Fait en trois exemplaires originaux,

**Pour le mandataire : Pour le partenaire :**

**« nom du porteur de projet » « nom du partenaire »**

1. Si le signataire n’est pas le représentant légal, merci de joindre le pouvoir lui permettant d’engager celle-ci [↑](#footnote-ref-1)